



Département du
COMMUNE DE MARLY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 décembre 2022

Date de convocation

07 décembre 2022

Date d'affichage

07 décembre 2022

**Nombre de
Conseillers**

En exercice.....33

Présents.....25

Votants.....32

N° DEL-22-79

Objet

**Comités de
quartier..**

L'An Deux Mille Vingt-deux, le 13 décembre 2022 à 18 heures, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la Présidence de Monsieur le Maire, M. Jean-Noël VERFAILLIE.

Étaient Présents :

Jean-Noël VERFAILLIE, Maire – Céline PLATEEL-THUIN, 1^{er} adjointe – Serge MOREAU, Isabelle DUPONT, Laurence MOREL, Thomas JORIEUX, Alice DUPONT-DONNET Adjointes – Jean-Yves NAVA, Joël BOUTE, Jeanne-Marie BINOT, Joël QUENTIN, Nathalie KOSOLOSKY, Frédérique VISTE, Aurore FARENEAU-FOURNIER, Priscilla DZIEMBOWSKI, Mathilde BARBIEUX, Florence ANDERLIN, Jean-Claude VILLAIN, Estelle BOUTE, Bruno LECLERCQ, Conseillers Municipaux délégués – Maria CORDONNIER, Serge LEKADIR, Marie-Thérèse HOUREZ, Virginie MELKI-TETTINI, Christian CHATELAIN, conseillers municipaux.

Étaient Absents excusés :

-Assia COSTANZO, adjointe au Maire, avait donné procuration à Estelle BOUTE, conseillère municipale déléguée.
-Yves FLOQUET Adjoint au Maire, avait donné procuration à Isabelle DUPONT, Adjointe au Maire.
-Patrick LEMAIRE, Adjoint au Maire, avait donné procuration à Jean-Noël VERFAILLIE, Maire.
-Christian HANQUET, conseiller municipal délégué, avait donné procuration à Thomas JORIEUX, Adjoint au Maire.
-Hélène MARTIN, conseillère municipale déléguée, avait donné procuration à Mathilde BARBIEUX, conseillère municipale déléguée.
-Bernard EVRARD, conseiller municipal, avait donné procuration à Serge LEKADIR, conseiller municipal.
-Valérie CAPELLE, conseillère municipale, avait donné procuration à Christian CHATELAIN, conseiller municipal.

Était absente non excusée :

Thérèse ZAOUÏ, conseillère municipale.

Secrétaire de séance : Joël QUENTIN

COMMUNE DE MARLY (59)
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 13 DECEMBRE 2022

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-2-1 et L.2143-1 ;

Considérant l'objectif général des Conseils de quartier, qui consiste à intégrer toujours plus les habitants dans la vie de la cité, en favorisant l'émergence d'actions et de projets destinés à améliorer de façon concrète la vie quotidienne dans les quartiers, et qui vise à favoriser un rapprochement à la fois entre élus et administrés, mais également entre habitants d'un même quartier ;

Considérant l'intérêt de préciser les périmètres et modes de fonctionnement des Conseils de quartier ;

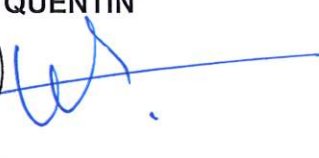

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- D'approuver la charte annexée à la présente délibération, qui détermine le nouveau découpage géographique de ces instances, leur dénomination et leurs nouvelles modalités de fonctionnement.

le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Madame Frédéric VISTE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

-ADOpte la proposition.

Le secrétaire
Joël QUENTIN

Le Maire
Jean-Noël VERFAILLIE




affichée le
Transmis en sous-préfecture le
Document exécutoire à compter du

CHARTRE DES CONSEILS DE QUARTIER

Préambule

La loi de démocratie de proximité du 27 février 2002 rend obligatoire la création de Conseils de quartier dans les communes de plus de 80 000 habitants. Même si elle ne s'applique pas à la Ville de Marly, les élus ont souhaité mettre en place ce dispositif.

L'objectif général de ces Conseils de quartier est d'abord de participer à l'amélioration concrète du cadre de vie. Au-delà, il est de renforcer le lien social entre les habitants, de développer toujours plus le dialogue entre les habitants et la Ville tout en facilitant la compréhension de l'action menée par cette dernière.

Le Conseil de quartier agit dans le respect de l'intérêt général, dans un souci d'ouverture et de dialogue. Il ne doit pas, pour cela, être un lieu de défense d'intérêts particuliers et ne peut avoir de caractère partisan ou confessionnel.

Aucune question d'ordre privé, ayant trait à une personne identifiée ou relative à une affaire judiciaire ne peut y être abordée.

Si le Conseil de quartier peut servir de relais, il n'a pas pour vocation à être une interface entre les demandes courantes des habitants et les services municipaux.

La présente charte fixe le cadre de fonctionnement de ces instances, en précisant les droits et devoirs des membres des conseils de quartier.

Chapitre 1 : Objectifs des Conseils de quartier

Le Conseil de quartier a pour vocation de favoriser l'information, l'échange, mais surtout l'implication de la population sur les thématiques communes aux habitants du quartier.

Un lieu d'action et d'échange :

Les Conseils de quartier constituent un lieu de réflexions et de propositions pour toute action destinée à améliorer la vie des quartiers. Il s'agit d'un lieu privilégié pour que soit présentée et « mise en débat » l'action publique dans le quartier. Par ses outils, et avec le soutien de la Ville, le conseil de quartier met en place ces actions.

Un lieu d'information :

Les élus informent et expliquent les actions et projets menés sur la commune, qu'ils se réalisent à l'échelle du quartier, de la commune ou de l'intercommunalité.

Les membres des Conseils de quartier informent les élus des sujets touchant la vie des habitants du quartier ou des difficultés rencontrées dans leur quartier.

Un lieu de consultation :

Le conseil de quartier émet des avis sur des projets concernant les quartiers.

Article 1 - Le rôle des Conseils de quartier

Le Conseil de quartier s'engage à :

- Etudier tout dossier lorsque son avis est sollicité.
- Emettre un avis motivé sur tout dossier soumis à consultation.
- Faire des propositions, monter des projets destinés à améliorer le cadre de vie dans le quartier.

Il peut :

- Transmettre à la Ville par l' élu référent au Conseil de quartier, toute proposition concernant le quartier.
- Saisir le Maire sur toute question relevant des attributions du Conseil de quartier.
- Proposer une réunion inter-quartier pour un sujet concernant plusieurs quartiers.

Article 2 - Le rôle de la Ville

La Ville s'engage à :

- Informer ou consulter les Conseils de quartier sur les projets municipaux concernant le quartier.
- Apporter son expertise à toute proposition émanant des Conseils de quartier.
- Fournir, dans un délai raisonnable, une réponse à toute question posée ou proposition formulée.

Chapitre 3 : Composition des Conseils de quartier

Toute personne souhaitant participer au Conseil de son quartier doit faire connaître son intérêt pour être membre du Conseil de quartier. Les Conseils de quartier sont ouverts à toute personne habitant depuis au moins 6 mois à Marly, et quelle que soit sa nationalité (à l'exclusion du personnel communal statutaire, contractuel et vacataire permanents).

L' élu référent qui préside le Conseil de quartier est désigné par Monsieur le Maire.

Le Maire et l' élu en charge de la Démocratie de proximité en sont membres de droit. Au sein de chaque Conseil de quartier, un habitant membre du Conseil de quartier sera élu par ses pairs en tant que Vice-président du Conseil de quartier et tiendra le rôle de référent des habitants auprès de la Ville. Il animera conjointement avec le Président les réunions, et pourra, en l'absence de ce dernier et avec son accord, les présider.

Le Conseil de quartier se réunit au sein d' un collège unique de 10 personnes composé en deux collèges :

- dont 5 élus de la Ville (4 de la majorité dont le président, 1 des groupes d'opposition). Au titre de son mandat, un élu ne peut siéger que dans un seul Conseil de quartier, à l'exception du Maire et de l' élu en charge de la Démocratie de proximité, qui sont membres de droit.
 - 5 sièges titulaires attribués aux habitants et 5 sièges suppléants par la voie du tirage au sort.
- Selon l'ordre du jour des réunions, des intervenants élus, des représentants des services municipaux ou des personnes qualifiées, compétents sur les questions figurant à l'ordre du jour et tout autre

intervenant privé pouvant apporter des informations essentielles, pourront être conviés à ces Conseils de quartier sans en devenir membres constitutifs.

En cas de déménagement, de démission, de perte de la qualité de membre d'un Conseil de quartier ou toute autre raison amenant l'un des membres du Conseil de quartier à ne plus siéger dans cette instance, le Conseil de quartier recherche de nouveaux volontariats. Le Conseil peut établir des listes numérotées de suppléants parmi les candidats n'ayant pas été tirés au sort lors de l'installation du Conseil. Le suppléant prend rang de titulaire lors du départ définitif d'un membre.

En cas de trois absences non-justifiées aux réunions, un conseiller perdra sa qualité de membre.

Chapitre 4 : Fonctionnement des Conseils de quartier

Article 1 - La périodicité des réunions

Les membres des Conseils de quartier seront appelés à se retrouver 1 fois par trimestre. Une réunion annuelle est prévue. Ces séances seront publiques, et une information des dates, heures et lieux de réunion devra être fournie par les membres du Conseil à toute personne en faisant la demande.

Article 2 - Fixation de l'ordre du jour pour les réunions des Conseils de quartier

L'ordre du jour des réunions est fixé conjointement par le président et le vice-président du Conseil de quartier.

Afin de permettre aux élus et aux services municipaux d'examiner les points que souhaitent évoquer les membres, les Vice-présidents peuvent adresser à l' élu référent une proposition d'ordre du jour comportant des points précis à étudier, 15 jours avant la réunion de leur conseil respectif.

Article 3 - Les convocations aux différentes réunions

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont envoyées par la Ville à l'ensemble des membres des Conseils de quartier par courrier ou par message électronique au moins 7 jours avant la date de la réunion du Conseil de quartier.

Article 4 - Questions du public

La réunion annuelle des Conseils de quartier est publique. Après la clôture de la séance, le Président peut autoriser les habitants du quartier, ayant décliné leur identité et leur adresse, à poser des questions portant exclusivement sur des questions générales de la vie du quartier et qui n'ont pas fait l'objet de débats pendant la séance.

Le Président y apportera réponse avec l'aide des membres du collège élus ou éventuellement des représentants de l'administration municipale.

Si la question nécessite des recherches ou une préparation particulière, il sera répondu par écrit à l'intervenant. Mention de la réponse sera communiquée lors de la séance suivante.

Les habitants du quartier peuvent solliciter par écrit à quartiers@marly.fr tout au long de l'année une question générale relative à la vie du quartier et qui sera traitée à l'occasion d'une réunion trimestrielle du Conseil de Quartier.

Chapitre 5 : Moyens alloués aux Conseils de quartier

Article 1 - Moyens administratifs

La Ville assure l'organisation des réunions et traite tout aspect administratif afférent à ces instances :

- Réservation des salles pour les réunions
- Elaboration et transmission des convocations accompagnées de l'ordre du jour.
- Rédaction des compte-rendus à la demande du Président ou du Vice-président.

Article 2 - Moyens de communication / d'information

La Ville s'engage à communiquer, à travers le journal municipal « Pleine page », sur la démarche des Conseils de quartier auprès des habitants.

Sous réserve des possibilités des services, la Ville accepte d'apporter un soutien en matière de reprographie, pour des documents nécessaires à la mise en place des actions menées, et de manière équitable entre tous les Conseils.

Article 3 – Moyens financiers

Les Conseils de quartier disposent d'un budget participatif, destiné à leur permettre de financer des projets d'aménagement visant l'amélioration du cadre de vie. Ce budget doit être consacré essentiellement à des dépenses d'investissement mais peut, de façon ponctuelle et en accord avec la Ville, être affecté à des dépenses de fonctionnement.

Ce budget est déterminé chaque année en fonction du budget voté par la ville de Marly et des projets proposés par les Comités de quartier.

Chapitre 6 : Modification ou révision de la charte

La présente charte est établie pour une durée de deux ans à compter de la date de la décision municipale qui en prononce la création.

À partir de cette échéance, elle peut faire l'objet d'une modification ou d'une révision, sur demande des membres des conseils de quartier.